

CIRCULAIRE

Cotisations sociales - Premier trimestre 2023

Alice Defauw
Conseiller

Centre de compétence
Emploi & sécurité
sociale
T +32 2 515 08 90
ald@vbo-feb.be

Notre référence / 2023-004
Date de publication / 05-01-23

Résumé

Vous trouverez ci-après un nouveau tableau récapitulant les taux des cotisations sociales pour le premier trimestre 2023. Par rapport au tableau du trimestre précédent, il y a certains éléments à prendre en compte. Le principal élément concerne l'exemption de 7,07% des cotisations patronales ONSS nettes aux premier et deuxième trimestres 2023. En 2023, la cotisation Fonds amiante est due aux premier, deuxième et troisième trimestres.

Table des matières

Résumé	1
Table des matières	1
1 Nouveautés	2
2 Pour rappel	2
3 Cotisations non reprises	3
4 Tableau	5

1 Nouveautés

Au premier et deuxième trimestre 2023, le montant dû des cotisations patronales ONSS nettes sera exceptionnellement diminué de 7,07%. Cette réduction ne devra pas être remboursée ultérieurement (exonération unique).

La cotisation patronale globale nette sur laquelle sera calculée la réduction ONSS correspond aux cotisations patronales de base dues (y compris la cotisation de modération salariale) diminuées de la réduction structurelle et des réductions ONSS pour les groupes cibles.

Pour les troisième et quatrième trimestres de 2023 un report de paiement de 7,07% du montant dû des cotisations patronales ONSS nettes est prévu. Les entreprises pourront en bénéficier via une demande dans la DmfA. Ces cotisations sociales différées seront perçues en quatre tranches égales au cours de l'année 2025.

2 Pour rappel

- *Tax shift : réduction du taux facial à 25%*

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le taux facial s'élève à 25% pour les travailleurs du secteur marchand. La baisse progressive des cotisations patronales à 25% est entrée en vigueur au deuxième trimestre de 2016. Cette diminution vers 25% est obtenue par le biais d'une réduction progressive de la cotisation patronale de base et de la cotisation de modération salariale (voir circulaire S.2016/010). Juridiquement, la cotisation patronale de base pour les travailleurs de la catégorie 1 (secteur marchand) de l'article 330, premier alinéa de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 est ramenée de 22,65% à 19,88%. D'autre part, la diminution s'opère également sur la cotisation de modération salariale qui passe de 7,35% à 5,12%.

- *Fonds de Fermeture*

Les taux de cotisation pour les tâches classiques s'élèvent à 0,07% pour les entreprises de moins de 20 travailleurs et 0,12% pour les entreprises de plus de 20 travailleurs. Ces taux ne prennent pas en compte la modération salariale de 0,01%.

La cotisation pour le chômage temporaire s'élève à 0,09% (hors modération salariale de 0,01%).

- *Fonds amiante*

Dans le cadre de la révision du financement du Fonds amiante, la cotisation reste fixée à 0,01% des rémunérations prises en compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. En 2023, la cotisation fonds amiante de 0,01% est due aux premier, deuxième et troisième trimestres.

- *Vacances annuelles ouvriers*

Depuis 2015, le taux de cotisation pour les vacances annuelles des ouvriers diminue progressivement. Cette réduction du taux de cotisation s'applique à la cotisation trimestrielle qui s'élevait historiquement à 6%. Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette cotisation a été réduite une dernière fois pour baisser de manière récurrente de 5,61% à 5,57%. La cotisation annuelle de 10,27% reste inchangée (voir circulaires S.2015/010 et S.2017/036).

3 Cotisations non reprises

Quelques cotisations ne figurent pas dans ce tableau, mais sont reprises ci-dessous :

- La cotisation spéciale de sécurité sociale perçue sur les salaires des travailleurs depuis le 1^{er} avril 1994 (voir nos circulaires S.95/68 et S.96/7) ;
- La cotisation de 8,86% due sur les versements des employeurs pour les avantages de pensions extralégaux ;
- La cotisation de 10,27% pour les vacances annuelles des ouvriers, due sur les salaires à 108% de l'année précédente et payable dans le courant du mois d'avril ;
- Le taux de cotisation pour la formation et l'emploi de groupes à risque dépend des conventions sectorielles conclues à ce sujet. À défaut de dépôt de conventions sectorielles, le taux est fixé à 0,10%. Cette cotisation doit être payée par les employeurs qui n'ont pas déposé de convention collective de travail à ce sujet au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Les employeurs ont jusqu'au 1^{er} octobre de l'année visée par la CCT pour déposer une telle convention collective au greffe précité ;
- Les cotisations perçues par l'ONSS pour les Fonds de sécurité d'existence ;
- Les cotisations spéciales dites «Decava» sur les régimes de chômage avec complément d'entreprise (RCC) et Canada dry (compléments aux allocations de chômage complet) ;
- La cotisation spéciale de 48,53% (éventuellement doublée) sur les compléments aux crédits-temps plein et mi-temps accordés en application d'accords individuels ou d'accords d'entreprise ainsi qu'en application d'accords sectoriels conclus après le 30 septembre 2005 (voir circulaire S.2010/019) ;
- La cotisation sur les voitures de société et sur l'allocation de mobilité ;
- La cotisation de solidarité de 8,13% due sur l'embauche d'étudiants ne donnant pas lieu à un assujettissement à la sécurité sociale: 5,42% à charge de l'employeur et 2,71% à charge du travailleur. Depuis le 1^{er} janvier 2012, les taux de cotisation différents selon que l'étudiant est occupé pendant les mois d'été ou pendant l'année scolaire sont remplacés par un taux de cotisation unique pour toute l'année (voir nos circulaires S.2011/055 et S.2011/075) ;
- La cotisation de solidarité de 33% due, depuis le 1^{er} janvier 2009 sur le paiement ou le remboursement par l'employeur des amendes de circulation du travailleur (voir notre circulaire S.2009/046) ;
- La cotisation spéciale sur certaines pensions extralégales, ou cotisation «Wijninckx» laquelle a été réformée en 2019 ;
- La cotisation d'activation introduite par la loi-programme du 21 décembre 2017. Cette cotisation s'applique depuis le 1^{er} janvier 2018 aux employeurs qui mettent en non-activité des travailleurs «âgés». Son montant se situe entre 10% et 20% du salaire brut. Le pourcentage dépend de l'âge du travailleur concerné et de l'existence ou non d'une formation proposée par l'employeur ;

- La cotisation de responsabilisation contrats de travail journaliers successifs dans le secteur intérimaire. Le calcul de la cotisation est effectué par période de 6 mois et la 1ère facturation à l'égard du client-utilisateur est prévue pour octobre 2023 ;
- La cotisation de responsabilisation due par les employeurs avec un flux excessif de travailleurs entrant en invalidité (flux 2 fois supérieur à celui des entreprises appartenant au même secteur d'activité et 3 fois supérieur à celui des entreprises du secteur privé en général).

4 Tableau

Le tableau indique, pour chaque secteur de la sécurité sociale, le pourcentage des cotisations personnelles et patronales dues tant pour les ouvriers que pour les employés ainsi que les totaux, et ce, en fonction du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise. Pour les employeurs et les travailleurs assujettis à tous les secteurs de la sécurité sociale, les cotisations séparées par secteur ont été remplacées par une cotisation globale.

LES COTISATIONS SOCIALES POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2023

Régimes	Ouvriers			Employés		
	en % de la rémunération brute à 108%			en % de la rémunération brute à 100%		
	travailleur	employeur (1)	total	travailleur	employeur	total
Cotisation de base						
Pensions	7,50	8,86	16,36	7,50	8,86	16,36
Maladie-Invalidité						
Soins de santé	3,55	3,80	7,35	3,55	3,80	7,35
Indemnités	1,15	2,35	3,50	1,15	2,35	3,50
Chômage	0,87	1,46	2,33	0,87	1,46	2,33
Accidents du travail		0,30	0,30		0,30	0,30
Maladies professionnelles		1,00	1,00		1,00	1,00
<i>Allocations familiales</i>		7,00	7,00		7,00	7,00
<i>Congé-éducation payé</i>		0,05	0,05		0,05	0,05
<i>Plan d'accompagnement</i>		0,05	0,05		0,05	0,05
<i>Accueil des enfants</i>		0,05	0,05		0,05	0,05
Opération tax shift 2016		-5,04	-5,04		-5,04	-5,04
	13,07	19,88	32,95	13,07	19,88	32,95
Autres cotisations générales						
Vacances annuelles (2)		5,57	5,57			
Fonds amiante		0,01	0,01		0,01	0,01
Accidents du travail		0,02	0,02		0,02	0,02
Chômage (temporaire, âgés)		0,10	0,10		0,10	0,10
Modération salariale		5,12	5,12		5,12	5,12
Cotisation chômage						
(10 travailleurs ou plus)		1,60	1,60		1,60	1,60
<i>modération salariale</i>		0,09	0,09		0,09	0,09
Fermeture d'entreprises						
Missions classiques						
1 à 19 travailleurs		0,07	0,07		0,07	0,07
<i>modération salariale</i>						
20 travailleurs ou plus		0,12	0,12		0,12	0,12
<i>modération salariale</i>		0,01	0,01		0,01	0,01
Chômage temporaire		0,09	0,09		0,09	0,09
<i>modération salariale</i>		0,01	0,01		0,01	0,01
Total général (3)						
1 à 9 travailleurs	13,07	30,87	43,94	13,07	25,30	38,37
10 à 19 travailleurs	13,07	32,56	45,63	13,07	26,99	40,06
20 travailleurs ou plus	13,07	32,62	45,69	13,07	27,05	40,12

(1) Suite à la sixième réforme de l'Etat, une cotisation patronale de base a été introduite. Comme l'information est importante pour certaines applications, nous mentionnons toutefois les ventilations de taux historiques par secteur.

(2) Non compris la cotisation de 10,27% calculée sur les rémunérations brutes de l'année précédente à 108%, à payer au plus tard le 30 avril.

(3) La réduction temporaire de 7,07% des cotisations patronales ONSS nettes doit encore être appliquées (après prises en compte des éventuelles réductions de cotisations).